

# La plateforme solution au surendettement de l'Etat en France ?

Christophe Dubois-Damien Forum ATENA lundi 12 mars 2018



# Plateformisation de l'Etat

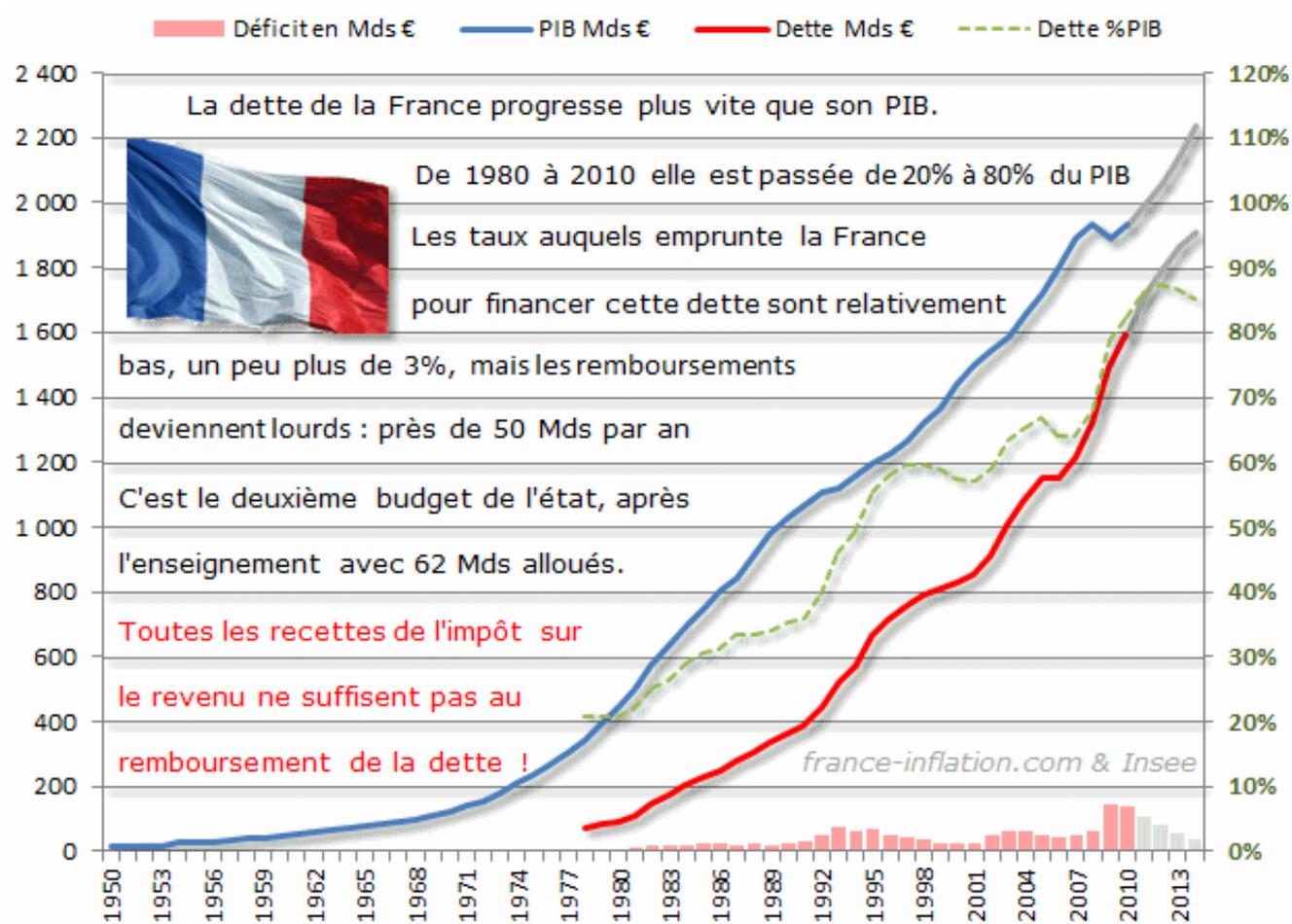
- La France est surendettée 96,5% du PIB en 2016. Pas le seul pays européen.
- En 2016, l'endettement de l'Italie était de 132% du PIB, celui de l'Espagne de 99%, de la Grèce de 180,8%.
- L'endettement de l'Allemagne s'élevait à 68,1% du PIB.



# L'endettement de l'Etat des entreprises et des ménages



# La dette de la France progresse plus vite que son PIB



# La « bonne » dette et la « mauvaise » dette



- La bonne dette est celle qui finance l'investissement.
- La mauvaise dette est celle qui finance le fonctionnement.
- Il est indispensable de recourir au crédit pour financer le développement économique.
- Appauvrissement : Quand l'emprunt sert à financer les frais de fonctionnement, à payer les dépenses courantes, à rembourser les prêts antérieurs.

# L'endettement en période exceptionnelle

- L'endettement des années 2008, 2009, 2010 conséquence de la crise financière de 2007.
- L'Etat emprunte massivement pour éviter un étranglement du système bancaire et une dépression de l'économie.
- Un cas de force majeure.



# L'endettement permanent

- Pourquoi les 1300 milliards d'euros de déficit accumulés en quarante ans?
- La poursuite de l'irrésistible progression de la dette.



# L'endettement en période de guerre

- Les causes externes qui ruinent les états
- Les taux d'endettement records du passé
- 87 % du PIB en 1870, 150 % en 1919 110 % en 1945.
- La guerre coûte cher. Vainqueur ou vaincu, l'emprunt à tout-va pour soutenir l'effort d'armement, le coût des combats, la réparation des dommages.
- L'Etat ruiné après un conflit.



# L'endettement en période de paix

- 70 ans de paix en France pour la première fois de son histoire.
- Pourtant la dette explose.
- Nos ancêtres faisaient la guerre à crédit Nous faisons la paix à crédit.



# L'absence d'autres cas de force majeure

- Pas d'autres cas de force majeure :
- pas de catastrophes naturelles ou industrielles, ni épidémies, ni charges exceptionnelles comme par exemple comme la réunification de l'Allemagne.
- Simplement en faisant tourner la maison France nous nous couvrons de dettes.





# L'influence de la conjoncture économique sur les finances publiques

- Mais même en période de reprise économique, l'Etat a montré son impuissance à gérer les finances publiques
- Dans les années 1999 – 2000 :
- La croissance est vigoureuse en Europe, en Amérique et en Asie.
- Elle atteint en France le niveau inespérée de 3 % en 1999 et 4 % en 2000 et suscite d'abondantes rentrées fiscales.
- L'économie redresse la comptabilité sans passer par l'austérité.
- Il suffit de laisser faire pour encaisser les excédents et éponger les déficits.
- Tous les états ont profité de cette période pour sortir du rouge.
- La France, elle, aura tout juste abaissé son déficit à -1,8 % du PIB en 1999 et -1,5 % en 2000.



# Le déficit est inclus dans le mode de gouvernement du pays

- Dans les circonstances les plus favorables, celles où le retour à l'équilibre est quasi automatique, la France se révèle incapable de sortir du rouge.
- Cet irrépressible besoin d'emprunter n'a rien de conjoncturel, il est totalement structurel.
- La France est le seul pays occidental qui en 35 ans n'a jamais réussi à équilibrer un budget.
- Le déficit est inclus dans le mode de gouvernement du pays.



# La crise des finances publiques et la crise de la finance privée

- Nous subissons deux crises. La crise des finances publiques et la crise de la finance privée. Leur conjonction nous fait vivre un péril majeur.
- La classe politique depuis 30 ans dans son ensemble s'entretient et entretient les français dans un déni de réalité.
- Pourtant en matière d'endettement, les faits, les chiffres, les échéances sont connus.



# Le choc de la crise financière de 2007

- Si la France avait affronté la crise des subprimes en 2007, avec des finances en bon état, le coup de torchon ne l'aurait pas étranglée.
- Le choc a été fatal car nous étions déjà financièrement affaiblis.
- Tous les spécialistes conviennent qu'une dette devient insoutenable quand elle approche les 100 % du produit intérieur brut.
- Notre endettement était à hauteur de 70 % du produit intérieur brut en 2006.
- La tornade financière a obligé l'État à soutenir nos banques et l'économie. Cette politique a brutalement fait exploser nos déficits.



# La crise des finances publiques et la crise de la finance privée

- Nos difficultés proviennent autant de notre déficit chronique que des folies financières privées.
- Les dérives de l'État-providence ne sont pas moins nuisibles et condamnables que les dérives de l'économie casino.



# Philippe Séguin président de la Cour des Comptes en 2009

- Philippe Séguin président de la Cour des Comptes prenait position en 2009 :
- « il faut distinguer la crise financière de la maladie chronique dont souffrent nos finances publiques, et il faut mener de front les deux traitements ».
- Une approche civique qui dénonçait les deux perversions.



# La dépense publique.

## Le point de vue de la gauche

- Pour la gauche, la dépense publique est bonne en soi et la dette de l'État ne peut rien avoir de nocif ou de dangereux.
- Seule la croissance monstrueuse du crédit et de la spéculation sur les marchés financiers aurait provoqué la crise.



# La dépense publique.

## Le point de vue de la droite

- Pour la droite c'est l'inverse : le mal vient de l'argent public et pas de l'argent privé.
- Le marché crée des richesses, l'État les dilapide et notre situation désastreuse est la conséquence d'une gestion publique irresponsable qui se mêle de tout et ne contrôle rien.



# Les deux mécanismes combinés

- Impossible pour les protagonistes de reconnaître que l'un et l'autre système se sont pervertis et que nous ne souffrons pas moins d'une finance rendue folle par l'appât du gain que d'une puissance publique incapable de tenir ses budgets.
- Pourtant ces deux mécanismes sont combinés.
- On se ruine aussi sûrement en vidant les caisses de l'État qu'en laissant les financiers s'enrichir sans retenue.
- Seule une approche pragmatique nous permettra de répartir les efforts dans le double souci de l'efficacité économique et de la justice sociale. Alors nous pourrons insuffler le dynamisme en redressant nos finances.



# La perception de la nocivité du déficit ne fait pas l'unanimité

- Mais comment peut-on gagner une bataille sans reconnaître son ennemi ?
- Le mal qui menace de détruire l'économie du pays n'est pas reconnu.
- La perception de sa nocivité ne fait pas l'unanimité contre lui.
- Le cauchemar de la dette, dans lequel nous sommes entrés, n'a pas seulement été occulté par la classe politique. Il a également été purement et simplement nié par de nombreux économistes.



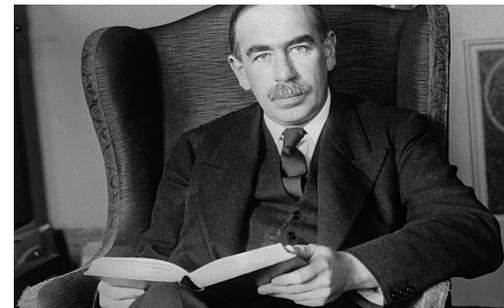
# L'aveuglement face à l'endettement porte la marque de l'idéologie

- La science économique, en dépit de nombreux signes annonciateurs, n'avait pas prévu la crise financière mondiale de 2007. Elle ne prévoit pas la crise financière française due au surendettement.
- Cet aveuglement porte la marque de l'idéologie.
- L'économie vit depuis plus d'un demi-siècle sous l'influence non pas d'une mais de deux idéologies rivales : l'hyperkeynésianisme, qui a conduit à la destruction des finances publiques et l'ultralibéralisme, qui a conduit à la perversion la finance privée.



# De l'idéologie à l'idéomanie keynésienne

- Au lendemain de la guerre l'économie a fait de John Maynard Keynes son prophète.
- L'homme est assurément un géant de la pensée.
- On lui doit notamment le pilotage moderne de l'économie entre des phases de croissance, où l'on tend à freiner et des phases de récession où il faut au contraire accélérer. C'est la fameuse méthode du « stop and go ». Toujours être contractcyclique. La leçon a été retenue.
- Mais sa théorie a en fait été victime de son succès.
- De même que la lutte des classes de Karl Marx ou l'inconscient de Sigmund Freud la théorie keynésienne a été réduite. Réduite à une formule simpliste d'application universelle.
- Lorsqu'une pensée est ainsi instrumentalisée, elle se fait idéologie. Et on est passé de l'idéologie à l'idéomanie.
- Devenue la potion magique de l'économie, la relance keynésienne a cautionné toutes les dépenses, tous les gaspillages, tous les déficits et ce pour le plus grand profit de l'ordre établi : les partis politiques, les corporations, les syndicats etc.
- La démagogie s'est financée à l'hyper keynésianisme précipitant la France dans le surendettement.



# De l'idéologie à l'idéomanie ultralibérale

- La crise de la finance privée, qui a éclaté en 2007, reproduit exactement le même schéma de manière diamétralement opposé. Le passage de l'idéologie à l'idéomanie.
- Keynes a imposé le dirigisme. Adam Smith avant lui avait théorisé les mécanismes du marché guidé par la fameuse « main invisible ».
- Dans la seconde partie du XXe siècle cette idée d'autorégulation a été systématisée par Friedrich Hayek et par Milton Friedmann jusqu'à devenir une idéologie : l'ultralibéralisme.
- Ces économistes défendent l'idée que l'État doit en quelque sorte disparaître.
- Ils estiment que l'Etat est inefficace dans ses interventions pour traiter sérieusement les questions économiques.
- Plus que Hayek, Milton Friedmann se complaît dans un rôle de gourou péremptoire.
- Il affirme en 1984 : « Il n'est aucune difficulté que les États-Unis ne sauraient résoudre avec moins de pouvoir central et moins d'interventions de l'État ».



# Le rapport Pébereau du 14 décembre 2005

- Rapport Pébereau : Rompre avec la facilité de la dette publique. Pour des finances publiques au service de notre croissance économique et de notre cohésion sociale.
- La maladie du déficit était disséquée en langage d'une clarté redoutable.
- Quelques passages significatifs :
- *« Au cours des vingt cinq dernières années, l'équilibre des finances publiques n'a jamais été un objectif prioritaire (...) La hausse des taux dégraderait le solde des administrations publiques ce qui affecterait la confiance des prêteurs. (...) Cela signifie concrètement que les administrations publiques perdraient la maîtrise de la situation financière. (...)*
- *Si on ne parvenait pas à stabiliser le ratio d'endettement dès 2010, à partir de cette date, la situation deviendrait très difficile. En 2013 il faudrait trouver plus de 70 milliards d'euros d'économies ou de recettes »...*
- Preuve que la crise financière n'a fait que rapprocher les échéances mais que nous étions, en tout état de cause, partis pour la banqueroute.
- Ce rapport, commandé par le ministre des Finances Thierry Breton, a connu un grand retentissement médiatique.
- Les français furent informés que nos problèmes financiers n'avaient rien de conjoncturel et que nous courions à la catastrophe s'il n'y était pas très rapidement porté remède.
- L'analyse était impeccable, implacable.

# Le rapport Pébereau du 14 décembre 2005

- Le rapport défend l'idée que la crise financière de 2007 n'a fait que rapprocher les échéances mais que nous étions, en tout état de cause, partis pour la banqueroute.
- Ce rapport, commandé par le ministre des Finances Thierry Breton, a connu un grand retentissement médiatique.
- Les français furent informés que nos problèmes financiers n'avaient rien de conjoncturel et que nous courions à la catastrophe s'il n'y était pas très rapidement porté remède.
- L'analyse était impeccable, implacable.
- Mais ...



# L'état de la France après cinq ans de présidence de François Hollande ?

- Quel est l'état de la France, quant à l'endettement et au déficit public après cinq ans de présidence de François Hollande ?
- La dette publique n'a cessé de gonfler.  
Les gouvernements ne sont pas parvenus à réduire la dette publique. Inexorablement, elle a continué de gonfler durant le quinquennat.
- La dette publique de la France est passée de 1868 milliards d'euros en 2012 (89,5% du PIB) à 2147,2 milliards d'euros au 31 décembre 2016, soit 96% du PIB, selon les statistiques publiées par l'Insee.
- Selon l'OCDE, elle devrait dépasser le taux symbolique des 100% du PIB en 2018.



# Que faire?

- La classe politique a donc une responsabilité certaine dans l'endettement du pays.
- La classe politique a une responsabilité plus grande encore : la France a raté le début de la troisième révolution industrielle de 1980.
- En fait l'erreur capitale et fondamentale, aussi dramatique que celle du haut commandement français dans les années 1930 en termes de stratégie militaire, a été de penser que, alors qu'effectivement nous sortions de la deuxième révolution industrielle, nous devions sortir du monde industriel.
- Les élites françaises ont pensé que l'on pouvait abandonner le monde industriel au profit du monde des services.
- Elles n'ont pas compris qu'on entrait dans une troisième révolution industrielle, qu'on entrait dans l'économie de l'immatériel, de la dématérialisation.

# Aider les organisations à réussir la révolution informatique

- Pourquoi vingt cinq ans après le début de la révolution numérique est-il encore si difficile aux Etats, aux institutions d'intérioriser cette nouvelle donne ?
- Parce que les dirigeants n'ont pas su ou voulu appréhender le nouveau paradigme économique.
- Comment aider les organisations à réussir la révolution informatique ?



# La puissance de la multitude.

- Il faut comprendre une hypothèse fondamentale : la principale dimension de la révolution numérique est la puissance à l'œuvre à l'extérieur des organisations.
- C'est la puissance des individus connectés, c'est la puissance de ce qu'on appelle la multitude.
- Or cette puissance échappe aux organisations parce qu'elle leur est extérieure.
- Les organisations doivent apprendre à capter cette puissance.
- Les organisations doivent concevoir de nouvelles stratégies et en assumer les conséquences radicales.
- Le grand public, lui, s'est approprié ces technologies.
- Pourquoi ces organisations ont-elles tant de difficultés à s'adapter ?
- Se méfient-t-elles d'un mouvement qu'elles craignent voir se déployer sans elles ou contre elles ?
- Vivent-elles ce changement seulement comme une menace ?





# La transformation

- Pour comprendre la situation, il faut d'abord observer les entrepreneurs, ces créateurs qui ont fondé l'économie numérique.
- Innovateurs radicaux, porteurs de nouvelles visions stratégiques, ils se sont emparés des technologies, du réseau et des nouvelles aspirations sociales.
- Ils ont fondé une nouvelle manière d'entreprendre.
- La transformation en cours est globale, d'ampleur historique.
- Les innovateurs à succès s'appuient sur des évolutions techniques, économiques et sociales en accélération pour proposer des synthèses originales et créatives.



# La multitude

- Ils se développent dans un monde où les coûts de la technologie ne cessent de diminuer, où l'innovation s'accélère : un monde hyper fluide.
- C'est un monde dans lequel les individus disposent d'une puissance de création, d'une puissance de communication, d'une puissance de coordination sans précédent.
- Ils forment une communauté créative reliée, connectée et mobile : la multitude.

# La puissance de la multitude

- Au coeur de cette transformation globale, un phénomène est à la fois crucial et sous-estimé : c'est la puissance de cette multitude.
- Cette puissance de la multitude représente l'externalité positive la plus importante pour toute organisation.
- Comprendre et accepter cette puissance extérieure, savoir capter cette externalité, c'est réussir à se constituer un nouvelle actif immatériel.
- Cet actif immatériel est plus important que les actifs matériels ou immatériels connus.





# La plate-forme

- La clé du succès pour l'entrepreneur de l'économie numérique, c'est réussir l'harmonie entre le monde hyper fluide et la puissance de la multitude.
- Et c'est également la planche de salut pour les anciennes organisations.
- Elles doivent - Appréhender la multitude grâce à la création d'applications - Devenir sensibles, agiles, réactives notamment en recueillant les traces d'utilisation par les internautes sur ces applications - Se transformer en plateformes.
- Qu'est-ce qu'une plate-forme ?
- Une plate-forme est un catalyseur d'intelligence collective qui profite de la valeur ajoutée collectée par tous les partenaires de l'entreprise en traitant leurs données



# La plateforme

- La plateforme est t'elle une solution au surendettement de l'Etat et à ses déficits budgétaire et d'efficacité. Et si, grâce au numérique, l'Etat devenait agile, transparent, efficace et capable de produire de nouveaux services pour et avec les citoyens ?
- Pourquoi l'Etat ne pourrait t'il pas s'inspirer de l'entreprise numérique, pour se réformer ? Notamment en multipliant les services coproduits par le public et le privé. Une entreprise numérique connaît des rendements croissants et une innovation continue grâce au suivi régulier et systématique de l'activité de ses utilisateurs. Un modèle à suivre.
- L'intervention publique a-t-elle encore un sens dans le monde du numérique ?

# La disruption des institutions

- Omniprésence et domination des start-ups innovantes ou partenariat public/privé ?
- Est-t'il encore pertinent de distinguer les Institutions, où l'intervention publique serait encore d'actualité et les services privés et publics où les start-up redistribuent les cartes ?
- La souveraineté, la surveillance, la protection des données personnelles sont-elles encore du domaine du pouvoir régalien ?
- A l'heure des blockchains, la disruption des gouvernements est-elle en marche ? Demain les multinationales du numérique, les GAFAM américaines et les BATX chinoises se substitueront t'elles aux gouvernements ? Quelles seront les conséquences en termes de menaces et d'opportunités pour l'individu ? Le qualificatif de « citoyen » a-t-il encore du sens ?



# La plateformeisation concerne aussi l'Etat

- La transformation numérique des entreprises passe par les plateformes.
- A la fois, infrastructure et réseau, elles révolutionnent la relation au client.
- Elles sont le fondement du leadership des années à venir.
- La plateformeisation peut concerner aussi l'Etat et les services publics, les administrations et les établissements publics,



# La place de l'État

- La question de la place de l'État dans notre société est évidemment économique mais elle est aussi sociale et culturelle.
- La sphère d'autonomie des français s'est réduite.  
Au cours des quarante dernières années, les citoyens ont accepté que l'État prenne de plus en plus de décisions et dépense toujours plus à notre place.
- Les Français sont confrontés à un fardeau fiscal et social de plus en plus lourd et à un endettement public sans précédent.



# La place de l'État

- Nous avons été dépossédés de notre responsabilité et de notre pouvoir à gérer nos vies.
- Notre société s'est grippée et crispée et les Français sont de plus en plus inquiets vis-à-vis de l'avenir.
- La crise que nous traversons aujourd'hui n'est donc pas seulement financière ou économique. Elle a des conséquences humaines et morales bien réelles.



# La place de l'État

- Mais cette crise offre une formidable opportunité de repenser le rôle de l'État. Les pouvoirs publics doivent en faire moins pour nous laisser en faire plus.
- L'enjeu est de nous laisser construire nos vies plutôt que de subir des choix imposés.
- Oser remettre l'État à sa place, c'est redonner à chacun un espace de libertés et d'espoir.



# Une initiative intéressante

- Depuis 2013, emmenées par des agents publics déterminés, de petites équipes maîtrisant parfaitement les codes du numérique ont revivifié les valeurs de sens, d'autonomie et de responsabilité trop souvent absentes des grandes organisations.
- Dans une exceptionnelle frugalité de moyens, elles ont produit des services publics numériques plébiscités par leurs usagers.
- Par analogie avec les méthodes de production et d'organisation des startups, des « startups d'État » sont apparues. Elles ne visent ni le profit ni l'entrée en bourse.



# Une expérience intéressante

- Cette expérience est riche d'enseignements pour la réforme de l'État dans son ensemble.
- Pour qu'elle ne demeure pas un simple témoignage, il reste à en décider et à en organiser le passage à l'échelle pour engager une réelle et profonde conversion numérique de l'État.
- Elle peut galvaniser une génération d'intrapreneurs de la fonction publique et émanciper une foule de contributeurs qui créeront des milliers de filières simplifiées, soulageant des millions de Français et dégagant d'énormes gains d'efficacité.



# Conclusion